

La Croix - mardi 24 août 2021

France

L'école primaire, maillon faible de la stratégie anti-Covid ?

Denis Peiron



Cours de mathématiques dans une classe de CE2 d'une école primaire de Saint-Herblain, près de Nantes, en mai. - Thomas Louapre/Divergence

Certains experts redoutent que le retour en classe des écoliers, trop jeunes pour être vaccinés, ne fasse flamber l'épidémie. Malgré la forte contagiosité du variant Delta, l'éducation nationale conserve peu ou prou le protocole en vigueur juste avant les vacances d'été.

En cette rentrée scolaire, prévue le 2 septembre, il y a ce qui change : une campagne de vaccination dans les collèges et lycées. Et puis en primaire, faute de mieux, le statu quo : les élèves étant trop jeunes pour être vaccinés, on continuera de s'en remettre à l'aération des locaux, aux gestes barrières ou encore au port du masque en classe à partir du CP, comme l'a confirmé [Jean-Michel Blanquer](#) au JDD, dimanche 22 août. « *Le protocole annoncé est quasiment le même que celui en vigueur début juillet* », observe Guislaine David, secrétaire générale du syndicat SNUipp. « *Parmi les rares changements, on note l'obligation du port du masque pendant la récréation dans les territoires où cette mesure est déjà en vigueur dans l'espace public. Mais on aurait pu aller plus loin en généralisant cette disposition dans toutes les écoles. Car pendant les récrés, les enfants jouent souvent de manière très rapprochée* »,

regrette-t-elle. « *Au fond, le ministère aborde cette rentrée un peu comme celle de l'an dernier, alors que l'hégémonie du variant Delta (responsable en France de 94 % des contaminations, NDLR) change la donne* », poursuit Guislaine David. Et de rappeler les récentes projections de l'Institut Pasteur, qui anticipe 100 000 contaminations par jour, dont 50 000 chez les mineurs.

« *Le protocole est même allégé sur un point crucial, la cantine, puisqu'il n'y a plus d'interdiction de brassage entre classes* », s'étonne de son côté Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa. Le ministère recommande en effet, « *dans la mesure du possible* », de faire déjeuner chaque jour les mêmes enfants à la même table. Jugeant ces règles insuffisantes, un collectif d'une trentaine de médecins, scientifiques et enseignants a signé, le 20 août dans *Le Monde*, une tribune appelant les pouvoirs publics à engager « *une action ferme* » pour protéger les élèves. Son texte évoque une montée du nombre d'hospitalisations des 0-9 ans dans plusieurs pays. Il y est aussi question des symptômes persistants que présentent, « *selon la littérature scientifique et les données gouvernementales britanniques* », entre 2 % et 8 % des enfants infectés.

Présidente de la Société française de pédiatrie, la professeure Christèle Gras-Le Guen se montre moins alarmiste. « *Le variant Delta est six fois plus contagieux. Et il faut s'attendre à une forte augmentation du nombre de cas chez les enfants. Mais, parmi ces derniers, les hospitalisations dans un état critique se comptent, en France, pour l'instant, sur les doigts de la main* », rassure-t-elle. « *Le danger qu'ils courent n'est pas une détresse respiratoire mais une dégradation de leur santé mentale s'ils en viennent à être de nouveau coupés de l'école* », souligne encore Christèle Gras-Le Guen. À ses yeux, une solution s'impose : « *Les adultes doivent se faire vacciner pour garantir aux enfants une scolarité sereine.* » En attendant, réussir la rentrée suppose de renforcer le dépistage, estime le conseil scientifique dans un document remis ce week-end au gouvernement. « *Il faudrait deux tests salivaires par semaine* », plaide l'un des membres de cette instance, Denis Malvy. « *Cela permettrait l'éviction temporaire d'enfants déjà porteurs mais pas ou pas encore symptomatiques. Et cela éviterait de fermer des classes au premier cas avéré* », poursuit l'infectiologue. De son côté, « *le ministre garde pour objectif 600 000 tests par semaine* », rappelle Guislaine David, du SNUipp. « *Mais nombre de parents ont jusqu'ici refusé la démarche, craignant de devoir garder leurs enfants en cas de résultat positif* », déplore-t-elle. Une récente étude de l'Inserm montre que 50 % d'adhésion des familles à ces tests suffiraient à rendre la mesure efficace.

L'autre levier, pour Denis Malvy, consiste en la « *généralisation* » des capteurs de CO₂ alertant sur la nécessité d'aérer une salle, ainsi que des purificateurs d'air, quand l'aération s'avère impossible. Le ministère recommande l'usage de capteurs mais il ne peut l'imposer, la dépense incombant aux collectivités locales. « *Des fonds devraient être débloqués pour les communes ne pouvant financer l'achat de ces équipements* », assure le cabinet de Jean-Michel Blanquer. « *En optant pour un protocole assez souple, le ministre veut faire passer à tous le message que l'heure est venue de reprendre les apprentissages. Quitte à durcir les règles après la rentrée dans les territoires les plus touchés par la pandémie* », glisse son entourage.

repères

Un protocole à quatre scénarios

Dans l'éducation nationale, le protocole se déploiera cette année suivant quatre scénarios : vert, jaune, orange ou rouge, ce dernier correspondant à la situation sanitaire la plus dégradée.

En fonction de la couleur, les règles varient s'agissant du port du masque, de la pratique sportive ou encore de la restauration scolaire.

Suivant la situation épidémique, le passage d'un niveau à un autre pourra être décidé à l'échelle nationale ou territoriale (département, académie, région).

Jean-Michel Blanquer a annoncé, pour l'ensemble des académies, une rentrée au niveau jaune.